



union fédérale  
des syndicats  
de l'État

la  
cgt

## MISE EN PLACE RATEE DES SGCD

# LE SENAT CONFORTE L'ANALYSE ET LES PROPOSITIONS DE LA CGT

Le Sénat, par le biais de la Sénatrice Isabelle Briquet, rapporteur spéciale de la mission « Administration générale et territoriale de l'État », vient de publier un [rapport sur la mise en place des secrétariats généraux communs départementaux \(SGCd\)](#). Et ses conclusions sont sans appel :

- Un calendrier qui n'était pas tenable ;
- L'absence d'expérimentation qui aurait permis de limiter la casse ;
- Un Ministère de l'Intérieur qui tente de masquer le désastre ;
- Des agents SGCD en souffrance et une désorganisation des services avec un impact significatif sur les agents en poste dans les DDI ;
- La perte des compétences tout particulièrement sur les questions RH ;

**Et de conclure que la « viabilité de la réforme reste à construire dans la durée », autrement dit, la réforme est pour l'instant un échec et fonce droit dans le mur !**

C'est en substance ce que dit la CGT depuis des mois (voir sa contribution au rapport en pièce jointe) et les conclusions de la sénatrice reprennent celles que la CGT a résumé dans cette phrase : « *une réalité s'impose aujourd'hui : celle d'un système désorganisé, en manque de moyens et qui produit de plus en plus de souffrance dans les services* ».

Une fois ce constat partagé, il s'agit dès lors de trouver les moyens d'aider les agents qui se retrouvent dans ce maelström tout en gardant en ligne de mire la nécessité du maintien du service public. Car aujourd'hui, et le rapport le confirme, la création des SGCD non seulement n'a pas permis de dégager des moyens humains supplémentaires à redéployer dans les DDI mais le service public des DDI est en danger !!!!!

La CGT avait émis des propositions, dont la première portait sur la nécessité de recruter et redonner des moyens aux services déconcentrés. Ce message a été entendu par le parlement, mais que d'une oreille. Selon nos informations, les moyens inscrits au PLF 2023 seraient prévus en hausse, mais à un niveau très en deçà de ce qui est attendu pour assurer le maintien et la pérennité des services publics.

Pourtant, depuis des mois, l'actualité regorge de scandales (sanitaires, environnementaux, conditions de travail, etc...) liés au manque d'effectifs et donc de présence des services de l'État sur le terrain.

## **IL EST ENCORE TEMPS DE STOPPER LES DEGATS !**

**LA CGT DEMANDE LE RETOUR A DES SERVICES DECONCENTRES PROPRES A CHAQUE MINISTERE, AVEC DES MOYENS HUMAINS ET FINANCIERS EN ADEQUATION AVEC LES MISSIONS, ET DES POUVOIRS DE CONTROLE ELARGIS POUR GARANTIR EFFECTIVEMENT LA SANTE ET LA SECURITE DES CITOYENS.**